

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

COMMUNE DE LA LONDE LES MAURES

Direction des Services Financiers

Service des Marchés Publics

BP 62 ou place du XI Novembre

83250 LA LONDE LES MAURES

Tél: 04 94 01 95 90 – 04 94 01 95 91

email : marches-publics@lalondelesmaures.fr

Téléchargement : <http://lalonde.marcoweb.fr>

TRAVAUX DE REQUALIFICATION DE L'AVENUE CLEMENCEAU

Date et heure limites de réception des offres

24 juillet 2017 à 11 Heures

Règlement de la Consultation

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ÉTENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DÉCOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	3
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1 - DURÉE - DÉLAIS D'EXÉCUTION	3
2.2 - VARIANTES	4
2.3 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	4
2.4 - MODE DE RÈGLEMENT ET MODALITÉS DE FINANCEMENT	4
2.5 - CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION	4
ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS	4
3.1 - MAÎTRISE D'ŒUVRE	4
3.2 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER	4
3.3 - CONTRÔLE TECHNIQUE	5
3.4 - SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS	5
ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 5 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
5.1 - DOCUMENTS À PRODUIRE	5
5.2 - VARIANTES	7
5.3 - USAGE DE MATÉRIAUX DE TYPE NOUVEAU	7
ARTICLE 6 : SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	7
ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	9
7.1 – TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	9
7.2 – TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE	9
ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	10
8.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	10
8.2 - DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES	10
8.3 - VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE	10

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne : Travaux de requalification de l'Avenue Clémenceau

1.2 - Etendue de la consultation

La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

1.3 - Décomposition de la consultation

Les travaux sont répartis en 3 lots désignés ci-dessous :

Lot	Désignation
1	Voirie réseaux divers
2	Eclairage public et équipements électriques
3	Espaces verts

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

1.5 - Nomenclature communautaire

Sans objet.

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée - Délais d'exécution

La durée du marché est fixée dans sa globalité à **8 mois**, à compter de l'ordre de service de démarrage, hors période de garantie de parfait achèvement.

La période de préparation incluse dans le délai d'exécution des travaux est fixée à **1 mois**.

Le planning de chacun des trois lots sera intégré dans la durée globale du marché, et les délais d'exécution respectifs seront indiqués dans le planning remis dans l'offre. Ces délais seront en adéquation avec le projet de planning remis au DCE.

Le calendrier détaillé des travaux sera finalisé avec les entreprises pendant la période de préparation de chantier. Ce calendrier d'exécution, basé sur le projet de planning remis au DCE, deviendra contractuel et il servira de base pour l'application des pénalités.

A noter qu'une réception partielle est prévue dans le projet de planning conformément au CCAP.

2.2 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Mode de règlement et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.5 - Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article 14 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles 13 et 14 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Article 3 : Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

**Cabinet Merlin
Agence du Pays Provençal
230 Avenue de Rome
Valparc II Bâtiment A
83500 LA SEYNE SUR MER
Tel : 04.94.10.48.90
Fax : 04.94.10.48.99**

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

L'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier sont assurés par :

**Cabinet Merlin
Agence du Pays Provençal
230 Avenue de Rome
Valparc II Bâtiment A
83500 LA SEYNE SUR MER**

Tel : 04.94.10.48.90

Fax : 04.94.10.48.99

3.3 - Contrôle technique

Sans objet.

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Les prestations, objet de la présente consultation, relèvent du niveau II de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le coordonnateur sera désigné ultérieurement.

3.4.1 - Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

Les entreprises seront tenues de remettre au coordonnateur S.P.S. (désigné ultérieurement), un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé simplifié.

Article 4 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.) ;
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Un cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) pour chaque lot, et ses documents annexés ;
- Un bordereau des prix unitaires pour chaque lot ;
- Le détail quantitatif estimatif pour chaque lot ;
- Les planches graphiques (dossier ZIP) ;
- Le planning de l'opération.

Le dossier de consultation des entreprises sera remis gratuitement à chaque candidat.

Mais il est également disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : www.lalonde.marcoweb.fr.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Article 5 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

Pièces de la candidature :

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail ;

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 323-1 du code du travail ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Un projet de marché comprenant :

- Un acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat ;
- Un bordereau des prix unitaires pour chaque lot ;
- Le détail quantitatif estimatif pour chaque lot ;

- Un mémoire justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux le concernant. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise. Sa présentation reprendra **impérativement** la trame des critères et sous critères techniques de jugement. **Le non-respect de ce formalisme sanctionnera le candidat de 2 points sur la note globale sur 20 points.**
- Un mémoire descriptif des matériaux et équipements que chaque candidat propose de mettre en œuvre pour l'exécution des travaux pour chaque lot, en précisant le délai d'approvisionnement et la garantie pour les équipements suivants à minima :
 - Lot N°1 :
 - Revêtements,
 - Bordures,
 - Bac enterré,
 - Bornes anti effraction
 - Serrurerie,
 - Lot N°2 :
 - Equipements d'éclairage,
 - Armoire de commandes et équipements,
 - Bornes d'alimentation électrique,
 - Panneau de communication,
 - Bornes minutes
 - Sonorisation,
 - SLT
 - Câblage d'énergie et communication
 - Lot N°3 :
 - Matériel d'arrosage,
 - Végétaux.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

NOTA :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5.2 -Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

5.3 - Usage de matériaux de type nouveau

Sans objet.

Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

Garanties et capacités techniques et financières
Capacités professionnelles

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour le lot 1 :

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
1- Prix des prestations (20 points)	40%
2- Valeur technique (20 points), et notamment : - Méthodologie générale d'intervention et d'exécution spécifique au chantier (4 points) ; - Présentation du phasage et adéquation des moyens humains et matériels pour répondre aux objectifs de délais de chaque phase. Le nombre d'équipe (une équipe étant composée d'un encadrant qualifié dont le CV sera fourni et de son personnel d'exécution) devra être précisé par phase ainsi que les tâches affectées (6 points) ; - Planning (4 points) ; - dispositions prises en terme de sécurité, de propreté du site et de gestion des contraintes liées au site (environnement, riverains, l'activité commerciale, ...) (6 points)	60%

Pour le lot 2 :

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
1- Prix des prestations (20 points)	40%
2- Valeur technique (20 points), et notamment : - Méthodologie générale d'intervention et d'exécution spécifique au chantier (6 points) ; - Planning et adéquation des moyens humains et matériels pour répondre aux objectifs de délais de chaque phase comme présenté dans le projet de cadre de planning. Le nombre d'équipe (une équipe étant composée d'un encadrant qualifié dont le CV sera fourni et de son personnel d'exécution) devra être précisé par phase ainsi que les tâches affectées (6 points) ; - Qualité du matériel proposé conformément aux exigences du CCTP, garanties associées et délais d'approvisionnement ; étude d'éclairage justificative pour l'éclairage. (4 points) - dispositions prises en terme de sécurité, de propreté du site et de gestion des contraintes liées au site (environnement, riverains, l'activité commerciale, ...) (4 points)	60%

Pour le lot 3 :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations (20 points)	40%
2-Valeur technique (20 points), et notamment : - Méthodologie générale d'intervention et d'exécution spécifique au chantier (6 points) ; - Planning et adéquation des moyens humains et matériels pour répondre aux objectifs de délais de chaque phase comme présenté dans le projet de cadre de planning. Le nombre d'équipe (une équipe étant composée d'un encadrant qualifié dont le CV sera fourni et de son personnel d'exécution) devra être précisé par phase ainsi que les tâches affectées (6 points) ; - Qualité du matériel proposé conformément aux exigences du CCTP, garanties associées et délais d'approvisionnement ; liste exhaustive des végétaux proposés, provenance et disponibilités. (4 points) - dispositions prises en terme de sécurité, de propreté du site et de gestion des contraintes liées au site (environnement, riverains, l'activité commerçante, ...) (4 points)	60%

Pondération des critères d'attribution :

1 - Prix des prestations

Pour le critère prix, la note de 20 sera attribuée à l'offre la moins-disante (Po). Les autres offres (Px) se verront appliquer une note égale à :

$$N_p = \frac{20 \text{ points} \times \text{offre moins disante (Po)}}{\text{Offre du candidat noté (Px)}} = x \text{ points}$$

La pondération appliquée à ce critère est de 40 %.

2 - Valeur technique

Pour le critère valeur technique, la note Nt sera appréciée au vu du mémoire technique produit par le candidat et du respect des sous-critères susmentionnés (notée sur 20 points) :

La note s'établira par l'application de la formule suivante :

$$N_t = \frac{20 \text{ points} \times \text{note du candidat}}{\text{Note de la meilleure proposition}} = x \text{ points}$$

La pondération appliquée à ce critère est de 60 %.

4 – Notation globale

La note globale Ng du candidat, sur 20 points, sera la somme des deux notes obtenues (prix, valeur technique) :

$$N_g = N_p + N_t \text{ (somme des notes pondérées)}$$

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Après une première analyse, la collectivité se réserve le droit de négocier avec les trois candidats les mieux classés, soit par un simple échange de courrier (courriels) soit lors d'un entretien personnalisé.

Cette négociation sera effectuée les 1^{er} et 2 août 2017. Les candidats devront se rendre disponible à ces dates.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète, méconnaissant la législation en vigueur ou excédant les crédits budgétaires alloués au contrat pourra être régularisée à l'issue de la négociation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Le pouvoir adjudicateur pourra toutefois attribuer le contrat sur la base des offres initiales, sans négociation.

Le ou les candidats retenus produisent les certificats et attestations de l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Article 7 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

7.1 – Transmission sous support papier

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

<p><u>Offre pour :</u> Travaux de requalification de l'Avenue Clémenceau Lot n°</p> <p>NE PAS OUVRIR</p> <p>(Candidat : nom et adresse complète)</p>
--

Ce pli doit contenir dans une seule enveloppe, les pièces définies dans le présent document et devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

COMMUNE DE LA LONDE LES MAURES
B.P. 62 ou place du XI Novembre
service des marchés publics
83250 LA LONDE LES MAURES

Le pli qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne sera pas retenu.

7.2 – Transmission électronique

Le pouvoir adjudicateur préconise la transmission des documents par voie papier mais accepte les plis adressés par voie électronique à l'adresse suivante : <http://lalonde.marcoweb.fr>. Le choix du mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Par contre, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (***) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://referencs.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

Article 8 : Renseignements complémentaires

8.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite (courriel), **au moins 12 jours avant la date limite de réception des offres**, à :

Renseignement(s) administratif(s) et technique(s) :

Service des Marchés Publics

83250 La Londe les Maures

Tél : 04 94 01 95 90

Fax : 04 94 01 55 38

marches-publics@lalondelesmaures.fr

Les candidats pourront également transmettre leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://lalonde.marcoweb.fr>

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8.2 - Documents complémentaires

Sans objet.

8.3 - Visites sur sites et/ou consultations sur place

Sans objet.